



COMMUNIQUÉ
Paris, le 06/05/2026

CRISE CARBURANTS : « NOUS ALLONS VIVRE AVEC CELA ? », POUR « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES », LE GOUVERNEMENT SE RÉSOUT À L'IMMOBILISME ET ABANDONNE LES FRANÇAIS.

Alors que les prix des carburants continuent d'étrangler des millions de Français, le Premier ministre Sébastien Lecornu a reconnu devant les députés que la crise allait durer, affirmant que « nous allons vivre avec cela » et qu'elle est désormais « systémique ».

Une déclaration lourde de conséquences pour l'association « 40 millions d'automobilistes », qui dénonce un discours de résignation inacceptable et une stratégie gouvernementale toujours fondée sur des rustines inefficaces

Une crise durable et un gouvernement qui s'y résigne

En actant publiquement que la flambée des prix du carburant est appelée à durer, le gouvernement ne fait que confirmer ce que les automobilistes vivent déjà au quotidien : une explosion incontrôlée de leur budget mobilité. Mais pour l'association, cette prise de parole va plus loin : elle révèle une forme d'abandon.

« Dire aux Français qu'ils vont devoir "vivre avec cela", c'est leur demander d'accepter l'inacceptable. Ce n'est pas une politique, c'est une capitulation. », dénonce Philippe NOZIÈRE, Président de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Artisans, salariés, familles, retraités, étudiants... aucun profil n'est épargné. Lorsque la voiture est indispensable, la situation devient intenable.

Toujours les mêmes recette inefficaces : les aides ciblées

Face à cette crise qui s'installe, le gouvernement annonce une nouvelle vague d'aides, censées être dévoilées dès la semaine prochaine, avec l'ambition d'« aller au-delà des secteurs concernés » et de soutenir les « secteurs de seconde ligne ».

Une annonce qui, pour « 40 millions d'automobilistes », ne change rien au problème de fond.

« Cela fait des mois que l'on empile des aides sectorielles. Pêches, agriculteurs, transporteurs... demain d'autres professions. Et après ? Jusqu'où va-t-on découper la société française ? », s'interroge Pierre CHASSERAY, Délégué général de l'association « 40 millions d'automobilistes ».

Si l'élargissement à d'autres secteurs est une nécessité, il reste largement insuffisant face à une crise qui touche l'ensemble des Français.

« Oui, il faut aider les secteurs de seconde ligne. Mais cela ne règle rien pour les millions d'automobilistes qui n'entrent dans aucune case. Encore une fois, la majorité est oubliée. », poursuit Pierre CHASSERAY.

La seule réponse crédible : une baisse massive et immédiate des taxes

Pour « 40 millions d'automobilistes », la solution est pourtant connue, simple et immédiatement applicable : agir sur la fiscalité.

Alors que les taxes représentent une part majeure du prix à la pompe, l'État continue de percevoir des recettes élevées sans remettre en cause leur niveau.

« Le gouvernement cherche des solutions compliquées à un problème simple. Tant qu'on ne s'attaque pas aux taxes, rien ne changera », affirme Philippe NOZIÈRE.

L'association rappelle qu'un alignement de la fiscalité française sur les minimas européens permettrait une baisse d'environ 70 centimes par litre. Une mesure massive, lisible, immédiate et surtout équitable.

« Il est urgent d'arrêter les dispositifs à la carte. La crise est générale, la réponse doit l'être aussi. Tous les automobilistes souffrent, tous doivent être aidés. Les Français ont déjà trop attendu. Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'ajuster, mais d'agir. Baisser les taxes maintenant. Tout le reste n'est que diversion. », conclut Pierre CHASSERAY.



www.40millionsdautomobilistes.com



@40MA - 40 Millions d'Automobilistes
@PChasseray - Délégué Général



@40millionsdautomobilistes51

→ **À propos de "40 millions d'automobilistes"** : "40 millions d'automobilistes" est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver ce facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.